

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule risques accidentels et risques chroniques

Albi, le 29/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/03/2023

Contexte et constats

Publié sur



TANNERIES PECHDO

ZI Plaine Coste
12100 MILLAU

Références : 12- CRARC-2023-23
Code AIOT : 0006802459

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2023 sur le site exploité par TANNERIES PECHDO, implanté ZI Plaine Coste - 12100 MILLAU. Cette partie "Contexte et constats" est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôles des ICPE qui fixe une périodicité de visite pour ce site de 7 ans.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TANNERIES PECHDO
- ZI Plaine Coste 12100 MILLAU
- Code AIOT dans GUN : 6802459
- Régime : Autorisation

Ce site comprend une installation de tannerie, mégisserie et teinturerie de peaux de bovins.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- vérification de la situation administrative
- produits chimiques
- actions sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
8	Sécheresse mesures	AP Complémentaire du 27/12/2021, article 3	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Nomenclature ICPE	Lettre du 19/10/2018	Sans objet
2	Cuvettes rétention	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 2.11	Sans objet
3	Étiquetage	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 3.3	Sans objet
4	État des stocks de produits dangereux	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 3.5	Sans objet
5	Rejets aqueux	AP Complémentaire du 17/04/2003, article 2	Sans objet
6	Sécheresse prélèvements	AP Complémentaire du 27/12/2021, article 2	Sans objet
7	Sécheresse prélèvements	AP Complémentaire du 27/12/2021, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Pour le point de sécheresse mesures, l'exploitant fera parvenir à l'inspection, sous un mois, un bilan environnemental des actions conduites pendant la période de sécheresse.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Nomenclature ICPE

Référence réglementaire : Courrier préfectoral du 19/10/2018			
Prescription contrôlée : Le classement de vos installations relève désormais de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sous les rubriques mentionnées dans le tableau ci-dessous.			
N° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Eléments caractéristiques	Régime
2351-1	Teinture et pigmentation de peaux La capacité de production étant : 1. supérieure à 1 t/j	7 t/j	A
2350-b	Tanneries, mégisseries, et toute opération de préparation des cuirs et peaux à l'exclusion des opérations de salage en annexe des abattoirs et de la teinture à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre de la rubrique 3630. La capacité de production étant : b) Supérieure à 100 kg /j, mais inférieure ou égale à 5t/j	2,2 t/j	DC
2355	Dépôts de peaux y compris les dépôts de peaux salées en annexe des abattoirs. La capacité de stockage étant supérieure à 10 t.	450 t	D
1434-1	Liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C ⁽¹⁾ , fiouls lourds et pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435). 1. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum de l'installation étant : <i>Inférieur à 5 m³/h</i> <i>⁽¹⁾ à l'exception de ceux ayant donné des résultats négatifs à une épreuve de combustion entretenue reconnue par le ministre chargé des installations classées.</i>	0,25 m³/h	NC
Régime : A (Autorisation) - DC (Déclaration avec Contrôle périodique) – D (Déclaration) – NC (Non Classé).			
Constats : Aucune modification de ce tableau de classement n'a été constaté.			
Type de suites proposées : Sans suite			
Proposition de suites : Sans objet			

N°2 : Cuvettes rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, annexes article 2.11	
Prescription contrôlée : Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.	
Constats : L'ensemble des produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol et notamment les produits chimiques sont placés sous rétention adaptée. L'examen visuel ne révèle aucun défaut d'étanchéité des cuvettes de rétention (nature du matériau et absence de fissures).	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites : Sans objet	

N°3 : Étiquetage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, annexes article 3.3
Prescription contrôlée : L'exploitant garde à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie). Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et mélanges dangereux.
Constats : L'ensemble des produits chimiques de l'installation comporte des fiches de données de sécurité, tenues à jour par l'exploitant. Les préconisations de ces fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie) sont respectées. Chaque fûts, réservoirs et autres emballages porte en caractère lisible le nom des produits et les symboles de danger.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°4 : État des stocks de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, annexes article 3.5
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant tient à jour un registre informatique indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, mis à jour de manière mensuelle. Ce registre est présenté à l'inspecteur au cours de la visite d'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°5 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral complémentaire du 17/04/2003, annexe 2

Prescription contrôlée :

L'annexe 2 de l'arrêté préfectoral 2002-318-3 du 14 novembre 2002 est annulée et remplacée par la suivante :

Paramètres	Débit	Conc Max mg/l	Flux Max Kg/j	Autosurveillance
DBO ₅	500 m ³ /j	1 980	990	H
DCO		4 560	2 280	H
MEST		1 940	970	H
azote total		460	230	H
Phosphore total		10	4	H
Cr Total		1,5	0,75	H
Sulfure		10	1	H

10 % des résultats de ces mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs.

Dans le cas de mesures en permanence, ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucune valeur ne doit dépasser le double de la valeur prescrite.

Constats : Les valeurs limites des rejets aqueux ont été globalement respectées au cours de l'année 2022 et le début de l'année 2023. Aucune non-conformité n'a été relevée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N°6 : Sécheresse prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral complémentaire du 27/12/2021, article 2

Prescription contrôlée :

Les prélèvements d'eau sont autorisés dans les quantités suivantes :

Ressource(s) utilisée(s)	Nom de la masse d'eau	Code SDAGE masse d'eau	Prélèvement annuel (m³) et mensuel en été (juillet, août, septembre)	Débit de prélèvement maximal instantané (m³/h) et journalier (m³/jour)				
				Niveau de gestion sécheresse				
				Normal	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise
Prélèvement de surface – Rivière Tarn	Tarn du confluent de la Dourbie à la retenue de Pinet	FRFR311B	50 000 m³/an 5 000 m³/mois	44 m³/h 500 m³/jour	35 m³/h 400 m³/jour	30 m³/h 350 m³/jour	22 m³/h 250 m³/jour	5 m³/h 50 m³/jour *
Réseau public d'eau potable			500 m³/an	-	-	-	-	-

* Le pompage dans la rivière Tarn sera limité ; le prélèvement sur le réseau eau de ville pourra être augmenté sur autorisation du gestionnaire du réseau eau de ville.

Constats : Les périodes de sécheresse pour le bassin de la rivière Tarn et les prélèvements maximum journalier au cours de l'année 2022 sont résumés dans le tableau suivant :

Libellé AP	Niveau restriction	Date début	Date fin	Débit maximum relevé en m³/j	Débit maximum autorisé en m³/j
12-2022-06-02b	Vigilance	25/06/22	02/07/22	133	400
12-2022-07-05	Vigilance	16/07/22	23/07/22	141	400
12-2022-07-06	Vigilance	23/07/22	30/07/22	0	400
12-2022-07-07	Alerte	30/07/22	06/08/22	0	350
12-2022-08-08	Alerte	06/08/22	13/08/22	0	350
12-2022-08-09	Alerte renforcée	13/08/22	20/08/22	0	250
12-2022-08-10	Alerte renforcée	20/08/22	27/08/22	0	250
12-2022-08-11	Alerte	27/08/22	03/09/22	0	350
12-2022-09-12	Alerte	03/09/22	10/09/22	189	350
12-2022-09-13	Vigilance	10/09/22	17/09/22	166	400
12-2022-09-14	Alerte	17/09/22	24/09/22	229	350
12-2022-09-15	Alerte	24/09/22	01/10/22	118	350
12-2022-10-16	Alerte renforcée	01/10/22	15/10/22	122	250
12-2022-10-18	Alerte renforcée	15/10/22	29/10/22	142	250
12-2022-10-19	Alerte	29/10/22	19/11/22	177	350
12-2022-11-20	Vigilance	19/11/22	30/11/22	195	400

L'exploitant a respecté les seuils de prélèvement d'eau pendant la période sécheresse et en temps normal. Il installera prochainement, sur son relevé de compteur d'eau journalier, une mise à jour automatique de ces seuils d'alerte en période de sécheresse.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N°7 : Sécheresse mesures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral complémentaire du 27/12/2021, article 3

Prescription contrôlée :

L'article 2.1.4 « Prescription en cas de sécheresse » est créé et vient s'ajouter aux prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral n°2002-318-3 du 14 novembre 2002. Il est défini comme suit :

L'exploitant est tenu de mettre en œuvre les mesures d'économie décrites dans le tableau ci-après lorsque les niveaux de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise sont déclenchés par le Préfet dans la zone d'alerte où sont localisés les prélèvements de l'établissement.

Ces mesures se substituent à celles de l'arrêté préfectoral cadre sécheresse.

L'information sur les zones d'alerte (sous-bassin hydrographique ou secteur de masse d'eau souterraine) et les niveaux de gestion sécheresse, sont disponibles sur le site internet de la préfecture et sur le site PROPLUVIA <http://propluvia.developpement-durable.gouv.fr/>.

Le dispositif reste activé jusqu'à l'information officielle de fin de situation de sécheresse.

Les mesures d'urgence sont les suivantes (elles s'additionnent avec la précédente alerte) :

Niveau de gestion sécheresse	Mesures générales cumulatives de niveau en niveau non spécifiques ICPE à décliner/préciser pour l'établissement	Mesures spécifiques ICPE (process ...)
<u>Vigilance</u>	<ul style="list-style-type: none">• Rappel des mesures d'économie d'eau élémentaires au personnel de l'installation• Communication par affichage• Limitations volontaires des usages de l'eau	<ul style="list-style-type: none">• Sensibilisation de l'ensemble du personnel du site à propos de la sécheresse et l'importance de limiter ses usages en eau• Définition d'un programme renforcée d'auto surveillance des prélèvements d'eau
<u>Alerte</u> objectif visé de réduction de 30 % des prélèvements	<ul style="list-style-type: none">• Arrosage des pelouses et espaces verts, interdit de 8 h à 20 h• Opérations de nettoyage (véhicules, voiries...) limitées aux nettoyages permettant de garantir la sécurité et la salubrité publique• Alimentation des points d'utilisation d'eau d'agrément interdits excepté en circuit fermé• Test des poteaux incendie et purge des réseaux d'eau interdit• Une surveillance accrue des rejets des stations d'épuration doit être réalisée• Mise à disposition des inspecteurs du registre de prélèvements journaliers	<ul style="list-style-type: none">• Mise en place d'un filtre à poils dans l'atelier « Rivière » pour recycler une partie des eaux du processus• Système d'automatisation pour le mélange et le dosage de l'eau, avec récupération de l'eau• Communiquer en interne (par un affichage mis à jour chaque jour) sur les consommations en eau et le quota à ne pas dépasser• Réduire au minimum le nettoyage des espaces extérieurs (cour, parking, etc..) en conservant les nettoyages indispensables au bon fonctionnement et à la bonne circulation des véhicules et salariés• Limiter au strict minimum le nettoyage des machines de la partie humide
<u>Alerte renforcée</u> objectif visé de réduction de 50 % des prélèvements	<ul style="list-style-type: none">• Arrosage des pelouses et espaces verts totalement interdit	<ul style="list-style-type: none">• Réduction de 50 % de la production de l'atelier rivière (traitement des peaux brutes) et des opérations de tannage• Réduction au minimum des rinçages des foulons• Réduction au strict minimum des divers entretiens et nettoyages nécessitant de l'eau (à la station de pré-traitement des effluents ainsi que sur la totalité des machines de la production)
<u>Crise</u> arrêt de tous les prélèvements non prioritaires		<ul style="list-style-type: none">• Pompage dans la rivière Tarn très limité• Informer le service de l'eau de l'augmentation du prélèvement sur le réseau public d'eau potable• Organiser une communication régulière avec le service de l'eau• Analyse journalière de la consommation d'eau• Ralentissement de la cadence de production de l'ensemble des postes nécessitant de l'eau pour fonctionner• Mise en travail des seuls cuirs nécessitant un besoin de livraison

À l'issue de chaque période estivale et lorsqu'un niveau de gestion sécheresse (alerte renforcée ou crise) a été déclenché par arrêté préfectoral sur la zone d'alerte où sont localisés ses prélèvements, l'exploitant établit un bilan environnemental des actions conduites comportant :

- l'évaluation a posteriori de son plan de réduction,
- un volet quantitatif des prélèvements et rejets évités,
- les coûts afférents
- et les actions préventives et/ou correctives éventuelles à apporter au plan d'action sécheresse de l'établissement.

Ce bilan environnemental est adressé à l'inspection des installations classées un mois après la fin des restrictions de prélèvement en eau.

Constats : Les mesures d'économie mis en place par l'exploitant en période de sécheresse ont été respectées. Pour vérifier ces périodes, l'exploitant s'est connecté journalièrement sur le site internet de la préfecture et sur le site PROPLUVIA.

L'exploitant n'a pas établi de bilan environnemental. L'inspecteur lui demande de lui transmettre ce bilan dans un délai maximal d'un mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois